

Pauline TÜRK

Professeur de droit public
Présidente du Conseil scientifique de l'Association française de droit constitutionnel
Membre du Conseil national des universités
Directrice du laboratoire Centre d'études et de Recherches en droit administratif, constitutionnel, financier et fiscal (CERDACFF)
Directrice du M2 Droit et Contentieux publics approfondis
EUR Lex Société - Université Côte d'Azur (UCA)
Membre de la commission prévue à l'article 25 de la Constitution
Membre du Comité national pour l'éthique en expérimentation animale



Faculté de Droit et Science politique de Nice

7 av. Doyen Trotabas 06050 Nice cedex 01

pauline.turk@univ-cotedazur.fr

THEMES DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT

Droit parlementaire et Institutions politique
Droit constitutionnel français et comparé
Droit public numérique
Droit administratif, libertés fondamentales
Droit animalier

<https://www.linkedin.com/in/pauline-türk-b63730b2>

PARCOURS

2025 : Nommée membre de la Commission article 25 de la Constitution
2024 : Nommée membre du CNREEA (comité national de réflexion éthique sur l'expérimentation animale)
2023 : Elue présidente du Conseil scientifique de l'AFDC (Association Française du droit constitutionnel)
2023 - : Renouvelée Membre du CNU 02 suppléante (nommée)
2019 -2023: Membre du CNU 02 suppléante (nommée)
2018-2022 : Nomination en tant que déléguée scientifique auprès du HCERES- DER
 Organisation des évaluations des laboratoires de recherche :
 vague E (2018-2019) - 10 laboratoires
 vague A (2019-2020) - 9 laboratoires
 vague B (2020-2021) - 10 laboratoires
Septembre 2015 : recrutement en tant que Professeur à l'Université de Nice (qualification 46-1)
Janvier 2012 : HDR
Sept 2004 : recrutement en tant que Maître de Conférence à l'Université de Lille
2003 : Doctorat en droit public : droit constitutionnel
Thèse soutenue à Lille en 2003 : Les commissions parlementaires permanentes et le renouveau du Parlement
 sous la Ve République (Décembre 2003, Directeur : Pr. X. VANDENDRIESSCHE)
Mention Très Honorable, Félicitations du jury à l'unanimité
Premier prix de thèse du Sénat 2004, publication Dalloz 2005.
Prix de thèse 2003 de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Lille
2021 : DU de droit animalier (Université Aix-Marseille, 2021, Major de promotion, mention TB)

PRINCIPALES RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET D'ENCADREMENT

NATIONALES :

- * Membre de la commission de découpage des circonscriptions législatives prévue à l'article 25 de la Constitution (nommée sur proposition de la Présidente de l'Assemblée nationale en juin 2025)
- * Membre du CNREEA (comité national de réflexion éthique sur l'expérimentation animale)
- *2023 : Renouvellement en tant que Membre du Conseil National des Universités (section 02) - suppléante (nommée)
- *2019-2023 : Membre du Conseil National des Universités (section 02) - suppléante (nommée)
- *Membre de l'Observatoire de l'éthique publique
- *2018-2022 : Déléguée scientifique HCERES pour le droit, SHS (évaluation de 29 laboratoires sur les vagues E, A et B)

A NICE :

A l'Université Côte d'Azur :

- * Directrice du laboratoire CERDACFF
- * Directrice du Master 2 droit et contentieux publics approfondis à Nice (création en 2018 et direction depuis)
- *Membre élu du Conseil Académique et de la Commission Recherche de l'Université Côte d'Azur (2015- 2022, membre de droit dans la nouvelle équipe décanale depuis 2024)
- *Membre de la commission de discipline section Personnels enseignants (2021-2022)
- *Présidente de la section de droit public de la Faculté de droit et science politique de Nice (2019-2023)
- *Responsable des formations de Master droit public de la Faculté de droit de Nice (2018-2023)
- *Membre élu du conseil de pilotage de l'EUR Lex Society, Faculté de droit
- * Directrice adjointe du laboratoire CERDACF EA n° 7267 (2015-2019)
- *Membre du conseil de l'école doctorale DESPEG de l'Université de Nice (depuis 2015)

Principales responsabilités entre 2005 et 2015 à Lille :

- Co-directrice de l'Equipe de Recherche en Droit public (CRDP - EA n° 4487)
- Directrice des études de l'IPAG de Lille en charge des Licences et Masters.
- Chargée de mission communication auprès du Doyen de la Faculté de droit de Lille
- Responsable du Master 1 et du Master 2 d'administration publique

Hors Université

- *Présidente du jury du Baccalauréat, nommée par le recteur d'académie de Nice, juillet 2024
- *Présidente de la commission de discipline du Baccalauréat, nommée par le recteur d'académie de Nice, 2023
- *Membre du comité de déontologie de la ville de Nice et de la métropole Côte d'Azur (depuis 2021)
- * Déontologue de la commune de Mandelieu (délibération du conseil municipal du 15 mai 2023)
- *Membre du Comité national de réflexion éthique sur l'expérimentation animale - CNREEA (décret ministériel du 8 novembre 2024 du MESR)
- * Membre du CIEPAL Côte d'Azur (CEEA)

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

Présidente du Conseil scientifique de l'Association Française de droit constitutionnel (élection juillet 2023)
Membre du comité scientifique et éditorial de la Revue Française de Droit constitutionnel (RFDC)
Membre du Conseil d'administration et du conseil scientifique de l'Association Française de droit constitutionnel
Membre du comité scientifique de la Collection européenne de droit constitutionnel (Mare et Martin, Editoriale Scientifica, Tirant lo Blanch)
Membre du comité scientifique de la Revue d'étude et de culture parlementaires, Prairial
Membre du conseil scientifique du GRECI et du Conseil scientifique du Forum sur la Constitution et les Institutions comparées (ForinClp, dir. JPh Derosier)
Membre de l'Observatoire de l'éthique publique (pôle éthique du digital et pôle éthique animale)
Membre du Conseil scientifique pour les espaces de médiation et muséographiques du projet de nouvel accueil du public de l'Assemblée nationale

Jury et concours :

Membre du jury du concours externe de l'INSP et du Troisième concours (2024)
Membre du jury du Prix de thèse du Sénat (depuis 2012)
Membre du jury du Prix de thèse de l'Assemblée nationale (depuis 2018)
Membre du jury des concours d'Administrateur/Administrateur-adjoint de l'Assemblée nationale (externe et interne) sessions 2009 à 2024 (épreuves de droit constitutionnel, institutions politiques, droit parlementaire)
Membre du jury du concours externe et interne d'administrateur du Sénat (2015, 2017, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025) (épreuves de droit constitutionnel, institutions politiques, droit parlementaire)

ORGANISATION DE MANIFESTATIONS

2026 : Organisation à Nice du colloque : « Quel avenir pour la Ve République ? », 24-25 septembre 2026

2025 : Organisation du séminaire Franco-Coréen de droit constitutionnel 26 novembre « Justice et culture constitutionnelle », 26 novembre 2025.

2025 : Co-organisation à Nice du colloque « La pratique du pouvoir des présidents sous la Cinquième République en France : Enjeux institutionnels et évolutions politiques », 5-6 juin 2025

2025 : Co-organisation à Nice du colloque : « Néo-constitutionnalisme latino-américain et protection de la nature. La culture constitutionnelle du constitutionnalisme vert en Amérique latine », en partenariat avec l'AFDC, la Société de législation comparée (SLC), section Amérique Latine et l'Institut Ibéroaméricain de droit constitutionnel (IIDC), section Française 26 septembre 2025, Université Côte d'Azur.

2025 : Co-organisation à Nice du colloque : « La pratique du pouvoir des présidents sous la Cinquième République en France : Enjeux institutionnels et évolutions politiques », en partenariat avec l'AFDC et le CEVIPOF, CERDACCFF et ERMES, 5 et 6 juin 2025, Université Côte d'Azur

2024 : Organisation à Nice du colloque : « Les échelles de la République sociale. Enjeux constitutionnels et territoriaux, Journée d'étude décentralisée de l'AFDC, En partenariat avec le GRALE et L'AFDCL, Jeudi 21 novembre 2024, Université Côte d'Azur

2024 : Organisation à Nice du séminaire : « Cultures constitutionnelles comparées : France -Japon », avec l'ILF-GERC d'Aix Marseille (16 septembre 2024)

2024 : Co-organisation à Nice du colloque franco-japonais « Police et sécurité : nouveaux moyens nouveaux défis » (18 septembre 2024)

2023 : Organisation à Nice de la table-ronde franco-japonaise « les avatars et la double vie virtuelle : enjeux juridiques » (14-15 septembre 2023)

2023 : Organisation à Nice de la table ronde : « La régulation de la liberté d'expression en ligne : approches américaine et européennes. Focus sur les premiers pas de l'oversight Board de Meta », Kamel El Hilali, Leonie Blaszik et Caroline Lequesne-Roth (30 mars 2023)

2021 : Organisation à Nice du colloque des 7 et 8 octobre 2021 : « Les droits et libertés numériques : une 4^e génération de droits fondamentaux ? »

2019 : Organisation à Nice du colloque des 14 et 15 novembre 2019 « Constitution et collectivités territoriales », congrès annuel de l'Association Française de Droit des Collectivités Locales, en collaboration avec l'équipe du CERDACFF.

2019 : Organisation à Nice du colloque pluridisciplinaire des 4 et 5 avril 2019 « Le cumul et la durée des mandats : débats, réforme, pratiques », en collaboration avec le laboratoire ERMES

2017 : Organisation à Nice de la conférence débat du 27 mars 2017 : « Le Défenseur des droits, Autorité indépendante de rang constitutionnel Enjeux et actualité de l'Institution et de son réseau de délégués », avec Mme Eskenazi, Conseillère territoriale du Défenseur des droits pour la PACA, Corse et Occitanie.

2016 : Organisation à Nice du colloque du 7 octobre 2016 relatif à « La souveraineté numérique. Le concept, les enjeux », sous l'égide de l'Association Française de Droit Constitutionnel

2016 : Organisation à Nice de la Conférence-débat sur « La transparence de la vie publique : bilan et perspectives après les lois du 11 octobre 2013 », le 8 février 2016, en présence du Déontologue de l'Assemblée nationale et du Secrétaire général de la HATVP

2013 : Organisation à Lille du colloque international « Vers des standards constitutionnels mondiaux ? », 24-25 octobre 2013, en collaboration avec le centre Perelman de l'ULB.

ORGANISATION DE WEBINAIRES :

- « L'habeas corpus" Composante ou pilier d'une culture constitutionnelle ? ", Ninon Mathieu et Vanessa Barbe, AFDC, 4 juin 2025

- « Existe -t-il une culture constitutionnelle en Belgique?", Marc Verdussen, AFDC, 20 novembre 2024

LISTE DES PUBLICATIONS

Ouvrages personnels :

- *Les institutions de la V^{ème} République*, Gualino, 18^{ème} édition, 2025, 257 p.

- *Principes fondamentaux du droit constitutionnel*, Gualino, 18^e édition, 2025, 249 p.

- *Le contrôle parlementaire en France*, coll. Systèmes, LGDJ, 2011, 256 p ;

- *Les commissions parlementaires permanentes et le renouveau du Parlement sous la V^{ème} République*, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2005, 764 p.

Ouvrages dirigés :

- *Les droits et libertés numériques : nouvelle catégorie ou génération de droit fondamentaux ?*, LGDJ Coll. Droits et société, Mars 2025, 690 p.

- *Pour un droit constitutionnel des collectivités territoriales. Evolutions et débats*, (dir.) L'Harmattan, décembre 2020, 481 p.

Ouvrages co-dirigés

- *Platform and States : how to settle the battle of Monsters*, avec Tatsuhiko Yamamoto et Haluna Kawashima, (dir.), Keio University Press, Book series : *The Monsterizing platforms power an law*, Tome 1, novembre 2024 (anglais)

- *La souveraineté numérique : le concept, les enjeux* », avec C Vallar, Mare& Martin, 2018, 239 p.

- *Le cumul des mandats : débats, réformes et pratiques*, avec K. Deharbe et C. Pina, Mare&Martin, janvier 2021, 293 p.

- *Le juge et la sécurité nationale*, avec M.-O. Diemer, X. Latour, C. Vallar, Mare&Martin, 2019.

- *Les standards constitutionnels mondiaux*, avec M. Disant et G. Lewkowicz, Bruylant, novembre 2017, 473 p.

Ouvrages collectifs (à vocation pédagogique)

- *Exercices pratiques de contentieux administratif*, réalisé en collaboration avec S. Daël et J. Saison, Thémis, PUF, 2^e édition, 2008 ;

- *Méthodes pour réussir en droit constitutionnel*, en collaboration avec I. Thumerel et G. Toulemonde, Gualino, 2012 ;

- *EXOS LMD : Les institutions de la V^{ème} République*, en collaboration avec I. Thumerel et G. Toulemonde, Gualino, 4^e édition, 2016 ;

- *EXOS LMD : Théorie générale du droit constitutionnel*, en collaboration avec I. Thumerel et G. Toulemonde, Gualino, 4^e édition, 2016 ;

- *Annales du droit constitutionnel*, sous la direction de M. Verpeaux, Dalloz : éditions 2009 ; 2010 ; 2011 ; 2012 ; 2013 ; 2014 ; 2015, 2017, 2018, 2019, 2021

- *Les QRC des concours d'entrée aux IRA*, Gualino, Partie 2 et 3 : Droit constitutionnel et questions européennes, 5^e édition, 2016 ;

Articles (revues à comité de lecture), contributions (à ouvrages) et notes

2026

« La laïcité dans la culture constitutionnelle française. Quelle constitutionnalisation de la loi du 9 décembre 1905 ? » in Actes du colloque « 150e anniversaire des lois constitutionnelles françaises de 1875 », Bergame, dir. Mauro Mazza, *Revue européenne de droit constitutionnel*.

2025 : 6

- Les cétaçés sous le prisme du droit constitutionnel: <https://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/item/114891>

- « Les droits et obligations des personnes auditionnées par les commissions d'enquête », mai 2025, Le club des juristes, <https://www.leclubdesjuristes.com/politique/audition-de-francois-bayrou-quels-droits-et-obligations-pour-les-personnes-entendues-par-les-commissions-denquete-10641/>

- « Penser constitutionnellement le progrès technique », *introduction du Dossier RFDC, Mai 2025*.

- « L'IA et les risques pour les libertés fondamentales », *Revue Française de Droit Administratif*, Janvier-Février 2025, n° 1-2025, pp.1-21.

- « Rapport de synthèse. Étendue, modalités et limites de l'initiative législative : comparaisons et perspectives », in Marthe Fatin-Rouge Stefanini, *Repenser l'initiative législative*, PUAM, mars 2025, pp. 485-494.

- « Pour une consécration dans la Constitution française de droits fondamentaux numériques : inspirations et exemples étrangers », in P Türk (dir.), *Les droits et libertés numériques : nouvelle catégorie ou génération de droit fondamentaux ?*, LGDJ Coll. Droits et société, mars 2025, 690 p.

2024 : 6

- Propositions en matière d'initiative citoyenne, de pétition et de droits et libertés, in J-P Derosier (dir), *65 ans de la Ve République : une analyse prospective de la Constitution*, Larcier, travaux du GRECI, sept 2024.
- « La souveraineté numérique européenne : vers une troisième voie ? », *Pouvoirs*, Dossier : la souveraineté européenne, n° 190, 2024, p.79-90.
- « Premier bilan de la XVIe législature : nouveau parlement, nouveaux équilibres ? », Du nouveau au Parlement : enjeux procéduraux, fonctionnels et institutionnels, *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 138, 2024, p. 289-306 (introduction et coordination du dossier).
- « L'exercice des fonctions de l'Etat à l'ère numérique : concurrence, collaboration et mimétisme », in *La souveraineté numérique*, dir. B. Bertrand, Bruylant, 2024, p. 65-81.
- « La technologie au service de la fonction législative. Des débuts de la légimatique aux perspectives de l'intelligence artificielle », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 2024, n° 138, p. 401-425.
- «The governor of digital space : Leviathans in resistance and digital sovereignty”, in Tatsuiko Yamamoto, P Türk, H Kawashima (dir), *Platform and States : how to settle the battle of Monsters*, novembre 2024, Keio University Press.

2023 4

- « Civic tech et cybercitoyenneté », in R Maurel et M Caron (dir.), *Penser la transition numérique. Vers un monde digital durable*, éditions de l'atelier, juin 2023
- « Liberté d'expression et désinformation en France. Entre tradition libérale et impératif de régulation : un encadrement souple de l'expression en ligne », Rapport France, in O Pollicino (dir), *Freedom of Speech and the Regulation of Fake News*, Cambridge, Intersentia, 2023, pp. 202-238.
- Entrée « e-parlement », « commissions parlementaires » et « Représentants d'intérêt et lobbying », in P Monge, D Connil et E De Montis (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, Bruylant, 2023
- « Reconnaître et consacrer la fonction de représentation parlementaire », in *L'antiparlementarisme*, dir. A. Vidal Naquet et P. Monge, Bruylant, 2023

2022 : 8

- « L'évaluation éthique des projets d'utilisation des animaux à des fins scientifiques : enjeux procéduraux », *Revue semestrielle de droit animalier*, 2-2022, p. 589-601 ;
- «- La conservation des données, quels enjeux pour la souveraineté numérique ? », *La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales*, n° 50, 19 décembre 2022, p. 2348
- « Evaluer les processus d'évaluation: le cas de l'Université », in Poirot-Mazères (I), Touzeil-Divina (M), Lami (A), Vioujas (V) (dir), «Hôpital & Université : inspirations parallèles ? », Volume 2, L'épitoge, novembre 2022.
- « De quelle société politique le citoyen numérique est-il membre ? », *Revue des droits de l'homme*, n° 22, octobre 2022, (<https://journals.openedition.org/revdh/14750>).
- « Les droits et libertés fondamentaux à l'heure du numérique : évolution ou révolution ? » rapport introductif des tables rondes de justice constitutionnelle 2021, *Annuaire international de justice constitutionnelle*, volume XXXVII, 2021, PUAM, Economica, sept. 2022, p. 99.
- « Quelles évolutions pour les institutions de la Ve République ? », *Emile Magazine*, Science po Paris, « l'avenir de la Ve République », n° spécial présidentielles, Mars 2022
- « L'expérimentation animale : entre secret et transparence », note du pôle éthique animal, revue de l'OEP, octobre 2022
- « La diplomatie démultipliée : le maire et le parlement sont-ils des acteurs de la politique étrangère ? », *La Ve République - Mélanges Didier Maus*, PUAM, automne 2022.

2021 : 4

- « Le pantouflage des membres du gouvernement », in *La déontologie gouvernementale*, dir. M Caron, LGDJ, 2022.
- « Le numérique peut-il sauver la démocratie ? », revue *Third*, n° 6, mai 2021, www.third.digital, p. 22-28

- « La déontologie politique : application des réglementations et pratiques dans quinze Etats", in *La déontologie politique, Forum International sur la Constitution et les Institutions politiques*, dir. J-P. Derosier, Lexis-Nexis, 2021, pp. 27-47.
- « L'Etat est-il soluble dans la fédération européenne ? », *Europe (II) : au milieu du gué / Europa (II) : in mezzo al guado. N° 35-36, Noesis*, Vrin, nov 2021, MSHS sud-Est, pp.151-161.

2020 : 10

- "L'autodétermination informationnelle : un droit fondamental émergent ?", *Dalloz IP/IT*, n° 11, 1er novembre 2020 p.616-620
- "L'Etat plateforme numérique", "Le droit administratif et le numérique", *Revue du droit public*, n°5, 1^{er} novembre 2020, pp. 1189-1212.
- « La représentation des territoires au Parlement : enjeux constitutionnels », in *Pour un droit constitutionnel des collectivités territoriales. Evolutions et débats*, L'Harmattan, 2020, pp. 113-129.
- "Citoyenneté, technologie et transhumanisme", in *Transhumanisme : questions éthiques et enjeux juridiques*, dir Y Flour et PY Boyer, ed. UCO, coll. Parole et Silence, septembre 2020, pp.321-349.
- « Risques d'inondations et aléas inhérents à l'exploitation d'un camping : nouvelle illustration des conditions d'engagement de la responsabilité sans faute de l'administration », *Lettre du Tribunal administratif de Nice*, n° 43, mai 2020.
- « La souveraineté numérique : enjeux et définitions », *Cahiers Français*, Doc. Fr. mai 2020, n°415, pp. 18-28
- « Mieux légiférer en commission : enfin une révolution ? », in *Le Parlement depuis 2008: renforcement, statu quo ou retour au(x) fondement(s) de la Ve République*, sous la direction de S Lamouroux et S. Huttier, ed. PUAM, 2020, pp. 27-42.
- "L'apport du Sénat de la Ve République à l'élaboration des lois », in *Un Haut-fonctionnaire au service du Parlement, Mélanges Jean Louis Herin* (dir. C Puigelier), Mare&Martin, octobre 2020, pp.227-238
- "Les représentants d'intérêts au Parlement", avec D. Reignier, in *Le Lobbying. Influence, contrôle et légitimité des représentants d'intérêts* (dir. J-F Kerléo), LGDJ, 2020, pp.59-78.
- « Discours sur le projet de Constitution du 6 octobre 1848 de Jules Grévy », in *Les grands discours de la Culture juridique*, Dalloz, 2020, dir. W. Mastor, X Magnon, Pierre Egéa, Julie Benetti, pp. 92-104.

2019 : 3

- « Le mécanisme de la question prioritaire de constitutionnalité dans le champ sécuritaire », in « Le juge et la sécurité nationale », dir. MO Diemer, X Latour, P. Türk et C Vallar, Mare&Martin, 2019,
- " Quel enseignement du droit constitutionnel ? ", Rapport de synthèse des journées de la Jeune Recherche en Droit Constitutionnel, *RFDC*, n° 118, 2019, p. 433 à 451;
- "Le contrôle du juge sur les actes internes des assemblées", in «La transparence de la vie publique, dir. J-F Kerléo, 2019 , éd. LGDJ;

2018 : 7

- "Le Premier ministre, clef de voûte ou soliveau ? ", in P. Blachèr (dir) *La Constitution de la Ve République, 60 ans d'application 1958-2018*, LGDJ, 2018, pp. 183-201;
- " Libre circulation nocturne des mineurs à Béziers en période estivale : les « arrêtés couvre-feu » sous contrôle", note sous CE du 6 juin 2018 n° 410774, *JCP A*, n° 43, octobre 2018;
- "La citoyenneté à l'ère numérique", *RDP*, n° 3, mai-juin 2018, pp. 623-640;
- "Les parlementaires et le cumul des mandats : le nombre des mandats successifs doit-il être limité ?", *Petites Affiches*, n° 136, 9 juillet 2018, p. 104-110;
- "Le contrôle parlementaire des activités de Renseignement", in "Le contrôle parlementaire des opérations de sécurité et de renseignement", novembre 2018, Lexis Nexis, 138 p, pp. 81-91 ;
- "La protection parlementaire de la Constitution face à l'exécutif", in F. Savonitto, *La protection parlementaire de la Constitution*, Lexis-Nexis, septembre 2018, pp. 115-140 ;
- "Requiem pour la réserve parlementaires", *RFFP*, n° 141, février 2018, p. 217;

2017 : 5

- "Les droits émergents à l'ère du numérique : l'exemple du droit à l'autodétermination informationnelle", Numéro spécial, *revue Politeia, La métamorphose des droits fondamentaux à l'ère du numérique*, novembre 2017, n° 31, pp. 251-261;
- "Le numérique, un défi pour le droit constitutionnel ? ", avec J. Bonnet, *Nouveaux cahiers du droit constitutionnel*, n° 57, 2017, pp. 13-25;
- "La revalorisation du Parlement : jusqu'où ?", *Cahiers Français*, la doc. française, février 2017, n° 397, pp. 13-19;
- « Le rythme et le Parlement », in *Le Parlement et le temps. Etude comparée*, (dir. G Toulemonde et E. Cartier), Institut Universitaire Varenne, décembre 2017, pp. 25-40 ;
- « La notion de standards constitutionnels mondiaux et la contribution d'Internet à leur diffusion », in « *Les standards constitutionnels mondiaux* », Bruylant, novembre 2017, pp. 273-296 ;

2016 :

- « État d'urgence : les perquisitions administratives sous contrôle » - Note sous arrêt, *Sem. juridique, Edition Générale, JCP-A* n° 41, 10 Octobre 2016, p. 1871-1874 ;
- Quelle conception de la représentation nationale sous la IVe République ? », in *70 ans de la IVe république : Mythes et réalités d'une mal-aimée* (dir. M. Verpeaux et E. Cartier), Mare&Martin, octobre 2017 ;
- « Les contrôles sur la désignation des gouvernants », in *La désignation des gouvernants*, dir J-P. Derosier, Lexis-Nexis, 2017, p. 25-38.
- « Le Sénat : une assemblée de bons légistes ? » *Pouvoirs*, n° 159, 2016, pp. 65-78.
- « Les commissions parlementaires et l'état d'urgence », *RFDA*, n° 3, mai-juin 2016, pp. 455-467 ;
- « Le Parlement et la reddition des comptes », *RFAP*, n° 160, 2016, p. 1257 ;

2014 :

- Démocratiser la gouvernance de l'Internet, contribution au rapport d'information du Sénat, « L'Europe au secours de l'Internet », n° 696, 2014, Tome II, p. 103-110 ;
- « Le cumul des mandats dans le temps : quelles limites à la rééligibilité des gouvernants » ? *Petites Affiches*, n° 152, 31 juillet 2014, pp. 32-43 ;

2013 :

- La souveraineté des Etats à l'épreuve d'Internet », *RDP*, 2013, n° 6, pp. 1489-1521 ;
- « Les spécificités de l'appréciation des caractères nouveau et sérieux dans la jurisprudence du Conseil d'Etat » et « convergences et divergences dans l'appréciation par la Cour de cassation et le Conseil d'Etat des caractères nouveau et sérieux », in *La QPC, le procès, ses juges* », 2013, Dalloz, coll. Méthodes du droit, pp. 468-495 ;

2012 :

- "Le Sénat et les élections présidentielles », in « *Les collectivités territoriales et l'élection présidentielle* », Actes du colloque organisé à l'Université de Cergy-Pontoise le 12 mars 2012 avec l'AFDC, 2013, Lextenso, collection LEJEP ;
- « Le Parlement et la QPC », *Les Petites Affiches*, 29 novembre 2012, n° 239, pp. 5 à 12 ;

2011 :

- « L'affaire Huchon : le mécanisme de question prioritaire de constitutionnalité en action », *Revue française de droit administratif*, n° 4, 2011, p. 723-741 ;
- « Les commissions parlementaires et le gouvernement », in *Les commissions parlementaires dans l'espace francophones : Diversité / modèles ?*, dir. F Hourquebie et F Fraysse, Dalloz, 2011
- « Le statut des commissions permanentes : une évolution sans révolution », in *La révision de 2008 : une nouvelle Constitution ?*, dir. P. Fraisse, J-P Camby et J. Gicquel, LGDJ, Lextenso éditions, 2011, p. 203 ;

2010 :

- La révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 : une chance pour la qualité des lois ?», *revue Politéia*, n° 15, « La réforme des institutions françaises », juin 2010, pp. 400-421 ;

2009 :

- « Le devenir du droit de grâce présidentiel après la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 », *Revue française de Droit constitutionnel*, n° 79, septembre 2009, pp. 512-542 ;
- « Les effets de la clôture de l’instruction : quelle obligation pour le juge de tenir compte des productions tardives ? », *AJDA*, n° 21, juin 2009
- « Le Parlement français et l’Union européenne : la révolution aura-t-elle lieu ? », *Revue Politéia*, n° 13 spécial « Traité de Lisbonne », Janvier 2009, pp.97-125 ;

2008 :

- « L’article 17 de la loi constitutionnelle du 23 juillet 2008. Le statut des commissions permanentes : une évolution sans révolution », *Les Petites affiches*, numéro spécial n° 254, « Une nouvelle constitution ? », 19 décembre 2008, pp. 71-73 ;
- « Commentaire de l’article 6 de l’avant projet de loi constitutionnelle – le droit de grâce », *Les Petites affiches*, numéro spécial, mai 2008, 16-19 ;

2007 :

- « Le statut des membres de la Cour des comptes après la loi du 1^{er} juillet 2006 », *Revue Droit administratif*, juin 2007, pp. 13-22 ;

2005 :

- « Six ans d’activité de la Commission consultative du secret de la défense nationale », *Petites affiches*, 24 juin 2005, pp. 4-13.
- « Les sonneries de cloches entre police des cultes et police générale, Note sous CAA Douai 26 mai 2005, *Droit administratif*, août-septembre 2005, pp. 32-34 ;

2003 :

- « L’encadrement jurisprudentiel du droit d’amendement parlementaire en matière d’élaboration des lois visées à l’article 53 de la Constitution », note sous CC n° 2003-470 DC du 9 avril 2003, *Petites Affiches*, 2 septembre 2003, pp. 6-13
- « Le refus de séjour devant le juge d’appel de la reconduite à la frontière. Le rejet de la connexité », note sous CE du 9 octobre 2002 Mohamed B, *Petites Affiches*, 24 juillet 2003, pp. 14-19.

CONFERENCES ET COMMUNICATIONS A L’ETRANGER, COLLABORATIONS INTERNATIONALES

- “La crise institutionnelle et politique française”, colloque “Populismos y Estado de Derecho”, Trilatérales AFDC-Association espagnole de droit constitutionnel – Association italienne de droit constitutionnelle, 18 septembre 2026, Madrid
- « De la notion de culture constitutionnelle et de quelques caractéristiques de la culture constitutionnelle française », VIIIe Congrès sino-français de droit constitutionnel, *Culture constitutionnelle : regards croisés sino-français*, 17 et 18 mai 2025, Pékin, Chine
- « Le e-volontariat : encadrement juridique et protection des données, CUPL, Pekin, 16 mai 2025, Université de Pékin, Chine.
- Conférence à Bangkok, « L’abrogation et le retrait des actes administratifs », Cour suprême de Thaïlande, 4 novembre 2024
- VIIe Congrès sino-français de droit constitutionnel, « La souveraineté numérique européenne », 31 mai 2024, Wuhan, Chine
- Conférence à Bangkok, « L’ordre public », Cour suprême de Thaïlande, 12 décembre 2023
- Conférence- débat : « Le contrôle parlementaire en France », 10 mars 2023, Université Hitosubashi, Tokyo, Japon

- The State facing digital giants : competition, collaboration and imitation, 6 mars 2023, Table -ronde : Keio University Global Research Institute (KGRI), Digital Platforms and “2040 problems” - toward new network space order.
- « Revalorisation du Parlement sous la Ve République française », Colloque « Les équilibres institutionnels de la Ve République à l’approche des élections présidentielles et législatives », Colloque, **Rome, La Sapienza**, Pr. Paola Piciacchia, 31 mars 2022.
- Séminaire de recherche « Libre circulation des données et privacy », 9 mars 2022, Université de Keio, **Japon** (visioconférence)
- Colloque « Les outils numérique et la gestion de la crise sanitaire covid 19 », 3 mars 2022, Université de Keio, **Japon** (visioconférence)
- Conférence « Enjeux de la protection des données et de la souveraineté numérique en Europe », 7 décembre 2021, Université de Keio, **Japon** (visioconférence)
- Parlement Basque, université d’été - conférence 14-15 juillet 2021 « Comparaison et évolutions des systèmes parlementaires et les spécificités du système politique français », programme de conférence de droit comparé du Eusko Legebiltzarra | Parlamento Vasco, San Sebastian, **Espagne**;
- Journée d’étude internationale : « Les libertés numériques », Ethique et IA, institut d’éthique de l’université technique de Munich (TUM), 16 juin 2020;
- 23-24 octobre 2019 : « démocratie participative et démocratie de proximité », Colloque franco-italien, à **Imperia - Italie**, organisé par l’Université de Gênes sur le thème « la démocratie participative », à l’invitation de la Pr Piera Vipiana.
- 14 au 19 mai 2019 : Professeur invité par l’Académie Présidentielle Russe d’Économie Nationale et Administration Publique (ARENAP) **de Moscou** (Cours de droit constitutionnel à l’invitation de M. Igor Bartits, Professeur, Directeur de l’IAPG ARENAP.
- 22-23 mars 2018 : Présidence de table ronde au Symposium de finances publiques comparées à **la Cour des comptes européenne de Luxembourg** : le financement public des parlements dans l’Union européenne, SFFP et Université Lille 2.
- 15 mars 2017 : Intervention « Le statut des langues régionales : comparaison France- Azerbaïdjan », Colloque sur le thème « Unité et diversité », à **Bakou**, invitée par l’Académie des sciences morales d’Azerbaïdjan,
- 18 mars 2016 : « Le contrôle parlementaire du renseignement », Contribution au colloque sur le contrôle parlementaire des activités de défense et de renseignement à **Tunis**, à l’invitation de l’Assemblée parlementaire des Représentants de la Tunisie.
- 10 mars 2016 : Audition devant la Chambre des députés italienne sur le thème : « Les modalités du contrôle parlementaire », à **Rome**.

CONFERENCES ET COMMUNICATIONS A DES COLLOQUES EN FRANCE

2026 :

« Les transitions gouvernementales », Forum sur les institutions comparées, 20-21 mars 2026, Lille

« Cultures constitutionnelles comparées », AFDC, Assemblée nationale, 26 Mars 2026.

2025 :

« Digital constitutionalism », In colloque *Drafting a constitution in the 21st century*, 9-10 octobre 2025, Bordeaux

« La culture constitutionnelle transnationale face aux concepts d’identité et de standards constitutionnels : quelle spécificité ? », in Colloque *La culture constitutionnelle transnationale*, Université de Lyon 3, 25 octobre 2025

« Les cétacés au prisme du droit constitutionnel », Colloque : « *Les cétacés, objet de droit* », 23 mai 2025, Nice

« Présidence de table-ronde : les dynamiques normatives de la reconnaissance faciale », Colloque *Law Enforcement Technologies: The Realm of Facial Recognition*, 13-14 mars 2025, Nice

« La dimension sociale de la République », introduction de la journée nationale de restitution de l'AFDC, Paris I, 27 mars 2025.

2024 :

- Présidence de la table ronde : « La République dans l'ordre constitutionnel de 1958, Journée d'étude de la Commission de la Jeune recherche en droit constitutionnel, « *La République : quelle(s) réalité(s) constitutionnelle(s)* », 28 novembre 2024, Lille.

- Présidence de la table-ronde : La construction de la République sociale aux différentes échelles, journée d'étude « La République sociale : enjeux territoriaux, Journée d'étude décentralisée de l'AFDC, en partenariat avec le GRALE et L'AFDCL, Nice, 21 novembre 2024

- Discutante lors du Webinaire : « Existe-t-il une culture constitutionnelle en Belgique? », Marc Verdussen, AFDC, 20 novembre 2024

- Intervenante lors du Webinaire « Après les élections législatives : l'avenir de l'organisation parlementaire en France - réflexions comparées franco-allemandes », organisation IMH Toulouse, Aurore Gaillet et Mickael Hempelmann, 19 novembre 2024

- Intervenante lors du webinaire « Rencontre France-Allemagne : La culture parlementaire en débat » ; Organisation et discussion : Aurore Gaillet et Mickael Hempelmann, intervenants : Damien Connil, Pr. Claus Dieter Classen (Université de Greifswald), Pauline Türk, Armel Le Divillec , 2 octobre 2024

- Présidence de la table ronde « Dialogue franco-japonais sur la sécurité et les technologies : le concept de safe city, colloque « Les enjeux de sécurité à l'ère des nouvelles menaces : regards croisés franco-japonais », Nice, 18 septembre 2024

-« De la notion de culture constitutionnelle et de quelques caractéristiques de la culture constitutionnelle française », Colloque "*Cultures constitutionnelles comparées Franco-japonaise* », Nice, 16 septembre 2024

- « Les concepts juridiques à la rencontre du numérique », programme E. DELIB – Démocratie et Libertés à l'ère du numérique, 12 septembre 2024, Aix- en- Provence

« Gouvernance et droits fondamentaux dans le monde numérique : les GAFAM et la constitutionnalisation de la société numérique », avec Karine FAVRO, Congrès de l'Association internationale de droit constitutionnel, « *La Constitution hors l'Etat* », Lyon, 19-20 juin 2024, Lyon.

- « La transformation des sources de la police administrative : les exemples de la constitutionnalisation et l'eupéanisation », avec M-A Granger, Colloque annuel de l'Association française de Droit administratif : « La police administrative », 6-7 juin 2024, Nice.

-« La culture constitutionnelle : réflexions théoriques », 16 mai 2024, séminaire de l'AFDC, Aix-en Provence

- « Le développement des civic.tech : renouveau ou fragilisation de la démocratie représentative ? », International Conference « La démocratie numérique : promesses et illusions », « Digital democracy: promises and illusions », Valentina Tirloni et Thierry Menissier, CRHI, Chaire Éthique et IA (MIAI-Grenoble), Università degli Studi dell'Insubria, MSH Sud-est, Nice, 17 avril 2024

-« La législation déléguée », présidence table ronde, 9^e édition du FORCINCIP (Forum sur les institutions politiques comparées), 21 au 23 mars, Lille.

- Table -ronde « Approches de droit global – discussion autour des travaux de Benoit Frydman », Centre Perelman, 19 février 2024, organisation C. Lequesne, Nice

-Intervenante lors des Ile Rencontres Parlement/Université, 12 janvier 2024, Assemblée nationale

2023 :

- « Les enjeux constitutionnel du progrès technique », CJR-AFDC, Nice, 30 novembre

- « Les non-inscrits. Quelle place pour les parlementaires n'appartenant à aucun groupe dans un régime représentatif ? », Sénat, 16-17 novembre 2023.

- Les élections face aux enjeux du XXI^e siècle", 16 octobre, RMJE, Conseil constitutionnel

-« Ethique et expérimentation animale », Comité d'éthique en expérimentation animale, Marseille, 28 septembre 2023, CNRS.

-« L'expérimentation animale : comment promouvoir l'éthique dans les processus administratifs ? », Journée annuelle des référentes et référents du bureau éthique et modèles animaux, 27 juin 2023, CNRS.

-« La déontologie des élus locaux », Université d'été de la décentralisation, 26 juin 2023, Nice et Toulon, co-organisation F Crouzatier et V Donier, GRALE

-Rapport de synthèse, « L'initiative législative citoyenne : approches comparées », colloque 9-10 juin 2023, Aix en Provence, AMU – ILF-GERC

-Pour une 3^e voix/voie européenne en matière de politique numérique, 18 mai 2023, Université populaire de Grenoble, organisé par H Oberdorff

- Participation au Webinaire « Surveiller les foules. Pour un encadrement des IA "physiognomoniques", débat avec les auteurs, C Lequesne-Roth et Jonathan Keller, 14 avril 2023.

2022 : 3

- « Les Etats concurrencés dans leurs fonctions régaliennes », Colloque *La souveraineté numérique*, Université Rennes 1, B Bertrand et G Le Floch, 16-17 juin 2022

- « De quelle société politique le citoyen numérique est-il membre ? », Colloque « *Entre inclusion et exclusion. La double face de la citoyenneté* », CTAD, Paris Nanterre, 25 mars 2022

- « L'expérimentation animale, aspects de procédure administrative », Journée d'étude, « *L'animal et les procédures* », CERDP, Université de Nice, 28 janvier 2022

2021 : 15

- « L'exercice du pouvoir politique en période de crise », intervention au Colloque « L'autorité », Nice, CERDACCFF, 15 décembre 2021.

- "Les enjeux de la conservation des données de connexion pour la souveraineté numérique", lors du colloque « La conservation des données de connexion et la surveillance généralisée: quels enjeux pour le droit public? », 19 novembre 2021 Paris II, CERSA-CNRS et Université de Bourgogne

- « Quel avenir pour la constitution française ? », Nuit du droit, Institut catholique de Lille, 4 octobre 2021

- "Pour une charte du numérique ? les inspirations étrangères", colloque des 7 et 8 octobre 2021 : Les droits et libertés numériques : une 4^e génération de droits fondamentaux ?

- « Ethique et numérique », Table ronde de l'observatoire de l'éthique publique, 16 septembre 2021, Lille, OEP

- Rapport introductif du Forum de l'AIJC « Constitutions et libertés numériques », Aix en Provence, GERC, TRJC, 9 septembre 2021

- « L'évaluation de la qualité à l'Université », colloque « L'université et l'hôpital : des services publics en mutation », Toulouse, 1^{er} octobre 2021

- « Digitalisation du service public et accès au droit. Pour une éthique numérique inclusive », présidence de table ronde « la conditionnalité numérique de l'accès au service public : enjeux pour les personnes vulnérables » Nice 26 mai 2021, C. Lequesne Roth, GREDEG

- « Vers un nouveau Parlement ? », mai 2021, Université Aix-Marseille, Colloque « L'antiparlementarisme », GERC-ILF/
- Table ronde sur « Les enjeux de la souveraineté numérique en Europe », avec P Meunier, organisée par H. Oberdorff, Université populaire de Grenoble, 20 mars 2021
- « L'âge dans l'exercice des mandats politiques et des professions », conférence débat du 20 mai 2021, organisée par l'association des doctorants en droit de l'Université de Reims (ADENDUR)
- « Communs numériques et souveraineté numérique », table ronde du 19 mars 2021, organisé par le *Laboratoire Interdisciplinaire Sciences Innovations Sociétés* (Université Paris-Est) avec Stéphane Couture, Université McGill - Canada
- « La souveraineté numérique en Europe », conférence débat du 18 mars 2021, organisée par l'association Eurofeel, pôle Idées d'Europe, Science Po Bordeaux
- Les pouvoirs politiques et parlementaires en période de crise, conférence au Comité d'Histoire Parlementaire et politique, Science po Paris, 19 janvier 2021.
- Le statut de l'animal, 20 février 2021, Nice

2019 :

- 21 novembre 2019 : conférence sur le thème : «Les libertés numériques - Le droit à l'autodétermination informationnelle », cycle de conférences à Sorbonne Université, dir. A. Latil.
- 20-22 juin 2019 : Rapport de synthèse du colloque annuel du *Forum Institutions politiques comparées* thème « La déontologie politique. Comparaison de 15 Etats », Université de Lille
- 8 et 9 avril 2019 : communication sur le thème : « Le citoyen augmenté », lors du colloque « Transhumanisme : questions éthiques et enjeux juridiques », Université Catholique d'Angers.

2018 :

- 26 octobre 2018 : Colloque, Le juge et la sécurité, "Le juge constitutionnel et la sécurité nationale", CERDACFF, Université Nice
- 25 octobre 2018 : La transparence de la vie publique, "Le contrôle du juge sur les actes internes des assemblées", Observatoire de l'éthique publique, colloque à l'Assemblée nationale
- 8 octobre 2018 : "Le Sénat, un bon législateur ?", Colloque "Le Sénat de la Ve République: recherches, bilans et perspectives", organisé par Jean Garrigues pour l'Université d'Orléans, Sénat, Paris
- 8 juin 2018 : « Le rôle des commissions permanentes », colloque *Le parlement depuis 2008, renforcement, statut quo ou retour aux fondements de la Ve République*, Aix en Provence, ILF-GERC, CNRS-AFDC

2017 :

- 6 octobre 2017 : Rapport de synthèse du Colloque "L'enseignement du droit constitutionnel", VIe Journée d'étude de la jeune recherche en droit constitutionnel, Université Aix Marseille.
- 3 octobre 2017 : "L'Etat est-il soluble dans le projet de fédération européenne ? ", Colloque franco-italien, "Europe, Etat, Fédéralisme", CRHI, MSHS sud-Est, Université de Nice.
- 3 juillet 2017 : Conférence lors de la journée d'études du CERNA, Institut Mines-Télécom, Paris Polytech, "De la souveraineté dans le monde numérique à la "souveraineté numérique";
- 17-18 juin 2017 : Intervention au Congrès de l'AFDC, "La réserve parlementaire: la suppression annoncée d'une forme d'initiative financière résiduelle ? ", Lille
- Janvier 2017 : « La souveraineté numérique », journée d'études de l'AFDC, restitution des journées d'études décentralisées, « Droit constitutionnel et numérique », Paris

2016 :

- 8 décembre 2016 : "La protection parlementaire de la Constitution face à l'exécutif", Colloque "la protection parlementaire de la Constitution", Assemblée nationale, (orga : Université de Bordeaux)
- 7 décembre 2016 : « Le rythme et le Parlement », colloque le « Le Parlement et le temps », au Sénat (orga: univ Lille 2)
- 9 novembre 2016 : « Quelle conception de la représentation nationale sous la IVe République ? », colloque « 70 ans de la IVe République », Paris (orga : Paris I) ;

7 octobre 2016 : Rapport introductif du colloque "La souveraineté numérique: concept et enjeux: rapport introductif" (orga : univ Nice)

15 juin 2016 : Rapport de synthèse : « Les contrôles sur la désignation des gouvernants », Colloque annuel du Forum sur les Institutions politiques comparées, thème : la désignation des gouvernants », Rouen.

31 mars et 1^{er} avril 2016 : « Le parlement et la reddition des comptes », colloque « La reddition des comptes », ENA, Strasbourg, 31 mars et 1^{er} avril 2016

Principales communications avant 2015

31 mars 2015 : conférence au GEVIPAR : « Le travail législatif », Assemblée nationale, à l'invitation de Guillaume Tusseau

14 février 2014 : Thème : « Les standards constitutionnels mondiaux et l'Internet »; Journée d'études de l'AFDC, « Constitutions et droit international public », Paris.

12 septembre 2014 : table ronde du colloque : « Droits et souverainetés à l'âge de l'Internet : quels défis pour l'Europe ? », Rennes

24 et 25 octobre 2013: « La contribution d'Internet à la standardisation du droit constitutionnel », Colloque international « Vers des standards constitutionnels mondiaux ? », Lille

17 juin 2013, « Le filtrage des QPC par le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation, approche comparée, Journée d'études « La QPC, le procès et l'architecture juridictionnelle française », Lille

2 octobre 2010, « Le rôle des commissions parlementaires », colloque « Les commissions parlementaires dans l'espace francophone : diversité / modèles », Assemblée nationale, à l'invitation de F. Hourquebie et de F Fraysse.

15 mars 2011 : Conférence à l'école doctorale de la Faculté des sciences juridiques de Lille : « L'intérêt du droit comparé pour les thèses de doctorat en droit ».

7 février 2008 : Journée d'études Conseil d'Etat- Université Lille 2, Thème : actualités du droit électoral;

EXPERTISES

* Expertise ANR

*Experte le F.R.S.-FNRS (Fonds de la Recherche Scientifique-FNRS, Belgique), agence de financement de la recherche pour la Belgique francophone.

*Experte pour le HCERES (en tant que membre de comités) : 4 laboratoires de recherche (vagues C 2017 et D 2018) – et **conseillère scientifique** en charge de l'organisation de ces évaluations pour les vagues E, A, B entre 2019 et 2022

* Membres des jurys des trois concours (externe, internet, 3e concours) d'administrateurs et administrateur adjoint **de l'Assemblée nationale et du Sénat** (quasiment chaque année entre 2010 et 2024)

*Membre du jury du concours de l'INSP, épreuve de droit public, 2024.

*Auditions régulières à l'Assemblée nationale et au Sénat sur les questions de procédures parlementaires, les perspectives de révision constitutionnelle et d'appréhension par le droit public des phénomènes numériques , notamment :

- groupes de travail constitué par le président de l'Assemblée nationale sur :

« Le statut du député », 30 octobre 2017

« Démocratie numérique et nouvelles formes de participation citoyenne », 9 octobre 2017

« Rénovation de la procédure législative et droit de l'opposition », 12 octobre 2017.

- mission d'information du Sénat, « Nouveau rôle et nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance mondiale de l'Internet », 15 avril 2014,

- commission d'enquête du Sénat sur la souveraineté numérique, 4 juin 2019

- rapport sur la PPL relative à l'ancrage locale des parlementaires, 10 novembre 2021, JC Lagarde, rapporteur de la commission des lois, Assemblée nationale
- Rapport de la commission des lois de l'Assemblée nationale sur la constitutionnalisation de l'IVG, audition en février 2024

-Interventions à l'Institut du Sénat (ex : le 6 décembre 2016 : « le bicamérisme »)

-Réalisation du MOOC pour l'Institut du Sénat : Les commissions parlementaires, 2017

* **Médias** : Interviews sur France 3 région PACA sur les réformes constitutionnelles et enjeux électoraux, Presse écrite : exemples récents : *Le Figaro* 1/07/2020 (commissions d'enquête), *La Voix du Nord*, 3/10/2020 (bilan de la réforme du Quinquennat), *Courrier des Maires de France*, n° 348, sept 2020 (portée juridique des réponses aux questions écrites).

Emile Magazine, **Science po Paris**, « L'avenir de la Ve République », numéro de mars 2022 ; **Consultante pour AFP Fact checking** (ex 2022 : Interview, « La France sans budget : les scénarii »), journal **Libération**, interview sur la transparence en matière d'expérimentation animale, 9 novembre 2022 ; **L'express** : interview sur l'expérimentation animale, n° 3736, semaine du 9 au 5 février 2023, Expertises :

ENCADREMENT DOCTORAL ET JURYS DE THESE ET HDR

Direction de nombreux mémoires de recherche de Master 2 et de rapports de stage (directrice des M2 DCPA à Nice, et antérieurement du M2 AP à Lille)

Thèses dirigées :

« Le contrôle de l'ordre intérieur du gouvernement », Célia Tedjini, contrat doctoral SFRI

" La moralisation de la vie publique : comparaison Maroc-France", Sanaa Mengat (soutenue le 18 mai 2026)

" Le consensus en démocratie : l'exemple tunisien", Zied Chamzi, en co-tutelle avec Lofti Tarchouna, Doyen de l'Université de Sousse - soutenue 22 décembre 2022

* Les droits du numérique dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel, Tao Hoeffner, contrat doctoral ED DESPEG

Participation à des jurys de thèse :

2014

Thèse Matthieu Caron, « L'autonomie organisationnelle du gouvernement. Recherche sur le droit gouvernemental de la Ve République », (dir. X. Vandendriessche), *Université Lille*, octobre 2014

2015

Thèse Eugénie Lannoy-Bosschaert : « Ontologie du rapport du maire avec l'immeuble privé abandonné », (dir. M. Gros), *Université Lille*, 28 novembre 2015

2016

Thèse Florian Diani, « L'influence du principe de dignité humaine sur l'évolution du droit public de la vie en détention », (dir. J. Saison), *Université Lille*, 10 juin 2016, **Rapporteure**

Thèse Alain Bauer, « Crime et criminologie : une archéologie juridique, politique et sociale », (dir. C. Vallar), *Université Nice*, 14 décembre 2016, **Présidente**

Thèse Hédia Brick, « L'exercice des libertés publiques en période de transition démocratique : le cas de la Tunisie », (dir. C. Vallar), *Université Nice*, 7 septembre 2016

2017

Thèse Géraldine Faure, « L'apport des commissions permanentes à l'unification de la fonction parlementaire », (dir. P. Blachère), *Université Lyon 3*, novembre 2017, **Rapporteure**

Thèse Serge Surin, « Les travaux préparatoires dans l'interprétation constitutionnelle finaliste des normes » (dir. M. Verpeaux), *Université Paris I*, Novembre 2017, **Rapporteure**

Thèse de Tatiana Shulga Morskaya, « La démocratie électronique : une notion en construction », (dir. F Hourquebie), *Université Bordeaux*, décembre 2017, **Rapporteure**

2018

Thèse Mme Howard, « Vers un droit à l'identité numérique ? », (dir. M. Fatin Rouge Stefanini), *Université Aix en Provence*, 8 juin 2018, **Rapporteure**

Thèse de Thibaud Muliez, « Les relations extérieures de l'Etat », (dir. Verpeaux), *Université Paris I*, 3 juillet 2018 **Rapporteure.**

Thèse de Joël Kirszenblat, « L'animal en droit public » (dir. Olivier Le Bot), *Université Aix Marseille*, 6 décembre 2018 (**Rapporteure**)

Thèse de François Eric Godefroy "Le temps et la procédure législative : étude des insuffisances de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008" (dir. JE Gicquel), *Université de Rennes 1*, 7 décembre 2018 (**Rapporteure**)

2019

HDR de Jean-Jacques Urvoas, (dir. D de Bechillon), *Université de Bretagne occidentale*, Brest, mars 2019 (**Rapporteure**)

Thèse de Chloe Geynet « L'obstruction parlementaire sous la Ve République. Étude de droit constitutionnel » (dir. A. Vidal Naquet), *Université Aix Marseille*, 8 juillet 2019 (**Rapporteure**)

Thèse de Clément Hamoir, « La gendarmerie et le renseignement en France : enjeux et perspectives » (dir. X Latour), *Université de Nice*, 13 novembre 2019

Thèse de Baptiste Javary, « La déontologie en droit comparé » (dir. O. Dord), *Université de Nanterre*, 29 novembre 2019 (**Rapporteure**)

Thèse de Ferdinand Faye, « Les dispositions inexploitées de la Constitution de 1958 » (dir. J. Boudon), *Université de Reims*, 2 décembre 2019 (**Rapporteure**)

Thèse de Julien Defline, « Le ministère des finances sous la Ve République », (dir. G. Orsoni), *Université Aix Marseille*, 11 décembre 2019 (**Rapporteure**)

2020

Thèse de Livio Orsi, « Le droit constitutionnel à la libre communication à l'ère du numérique », dir. Baudrez, *Université de Toulon*, 1^{er} décembre 2020 (**Rapporteure**)

Thèse de Emma Grego, « La communication institutionnelle à l'ère du numérique », dir. J Bonnet, Montpellier, 18 décembre 2020.

2021

Thèse de Soyeon Shim, « La coopération interparlementaire au sein de l'Union européenne, 24 septembre 2021, dir. A Potteau, Lille

Thèse de M Bonaventure, « « Formation, changements et remaniements du Gouvernement sous la Cinquième République » 10 décembre 2021, dir. P Lauvaux, Paris II (**Rapporteure**)

Thèse de Dodji Akpatcha, « le Premier Ministre en Afrique Noire francophone », 15 décembre 2021, dir. R Rambaud, Grenoble.

Thèse de Rym Fassi-Fihri, « Les droits et libertés du numérique : des droits fondamentaux en voie d'élaboration - Étude comparée en droit français et en droit américain », 3 décembre 2021, dir. F Melin Soucramanien, Bordeaux (**Rapporteure**)

2022

Thèse de Annabel Le Moal, « Secret et confidentialité en droit budgétaire », dir. A Baudu, Lille, 26 mars 2022

Thèse de Zako Jean Marie Djedje, « La dualité juridictionnelle en Afrique subsaharienne francophone : analyse d'un modèle importé », Lille, 28 mars 2022, dir. F Benchendick (**Rapporteure**)

Thèse de Léonie Marion, « Territoires d'intelligences : favoriser l'innovation par le Droit », CERSA, dir. Gilles Guglielmi, Paris, 1^{er} avril 2022

Thèse de Geffroy Herzog, « L'élection populaire du Président de la République dans l'espace européen », 24 juin 2022, Montpellier, dir. J Bonnet, (**Rapporteur**)

Thèse de Julie Charpenet, «La liberté d'expression à l'épreuve du pouvoir de modération des réseaux sociaux », dir. Marina Teller, 13 décembre 2022, Nice

2023

HDR de Jean Pierre Camby, Droit constitutionnel et parlementaire, 12 mai 2023, Université Versailles Saint Quentin (**rapporteure**)

HDR du général Pascal Legai, Les enjeux de la politique spatiale européenne au service de l'action extérieure de l'Union européenne dans ses dimensions de sécurité et de défense, 3 juillet 2023, Nice (**présidente**)

HDR de Christophe Bellon « Au nom de la loi, une histoire politique de la vie et du travail des assemblées parlementaires en France ». Waldeck Rousseau ou l'art de la décision politique. Penser, gouverner, sauver la République, 27 novembre

Thèse de Manon Salle, "La mort de l'animal en droit public", Aix Marseille, dir. Frédéric Colin, 27 novembre 2023 (**rapporteure**)

Thèse de Frédéric Sedat, « L'écriture des décisions du Conseil constitutionnel », dir. S. De Cacqueray et Eric Oliva, Aix, 2 décembre 2023

Thèse de Perrine Preuvot, « Les résolutions parlementaires », dir. B Mathieu, Paris I, 18 décembre 2023
(**rapporteure**)

Thèse de Zied Chamsi, « Le consensus dans la démocratie tunisienne », 22 décembre 2023 (**co-directrice de thèse**, avec Lotfi Tarchouna, Doyen de l'Université de Sousse, Tunisie)

2024 :

Thèse de Jade Meyrieu, « L'impact du numérique sur la démocratie », dir. A Viala et E Salles, Montpellier, 5 décembre 2024 (**Rapporteure**)

Thèse de Camille Righetti, « Les commissions d'enquête parlementaire Étude comparée des expériences américaine, française et italienne », Toulon, 16 décembre 2024, dir. T Di Manno et A Le Quinio (**rapporteure**)

Thèse de Christelle Poletto, « Recherche sur le véhicule automatisé et connecté. Contribution à une théorie de droit public de l'intelligence artificielle, Aix-En -Provence, le 17 décembre 2024 , dir. F Linditch (**Présidente**)

Thèse de Maximilien Guilbaud Forn, « Le principe de sincérité du scrutin », Université de Toulouse – 19 décembre 2024, dir. P. Esplugas (**Rapporteure**)

2025 :

Thèse de Lucie Havard, « La place du débat dans le processus d'élaboration des lois sous la Ve République », 22 octobre 2025, Paris I, dir. Xavier Philippe (**Rapporteure**)

2026 :

Thèse de Victor Vannier, « La cyberdémocratie », dir. Arnaud Haquet, Université de Rouen, 17 avril 2026

HDR de Priscilla Monge, Université Aix en Provence, 12 mai 2026 (Rapporteure)

COMITES DE SELECTION/ RECRUTEMENTS

Participation à de nombreux comités de sélection pour le recrutement de collègues Pr ou MCF sur des profils variés (droit public, droit du numérique) dont 5 présidences de comités.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

L1 au M2 (2005-2022) : Lille, Nice, Aix en Provence, Institut catholique de Paris

Master 2 :

Droit public numérique /libertés numériques /Etat plateforme et administration algorithmique (Master 2 Droit et contentieux publics approfondis UCA ; Master 2 Droit et algorithmes UCA ; Master 2 droit et Intelligence artificielle ICP Paris)

Droit et contentieux constitutionnel (M2 DCPA UCA)

Droit parlementaire (M1 et M2 Etudes législatives AMU-Aix ; M2 DCPA – UCA)

Droit administratif (M2 DCPA -UCA ; M2 Contentieux publics Univ Lille, M2 Ad publique IPAG Lille)

Libertés fondamentales (M2 Adm Publique IPAG Lille)

Master 1 :

Droit constitutionnel français et comparé (M1 droit public UCA, M1 Droit public Lille, M1 Adm publique IPAG Lille)

Droit européen (IPAG Lille)

Licence :

Droit constitutionnel : Les principes fondamentaux et les institutions de la Ve République (semestre 1 et 2) L1 (Univ. UCA, Univ Lille)

Droit administratif, contentieux administratif, Institutions administratives (L2, L3 UCA-AES, Univ Lille)

Organisations européennes, droit de l'Union européenne et de la CEDH (L2, L3 UCA, Univ Lille)

Libertés fondamentales (L3 ICP Lille)

Autres enseignements :

Préparation concours administratif A et A + :

Science po Lille (prep ENA et conférence de méthode) : droit public, droit constitutionnel

Science po Paris campus de Menton (cours 1^{er} année et 2^e année) : droit constitutionnel

+ cours de 20h de droit constitutionnel en anglais

*Droit animalier : DU Nice (2022, 2023, 2024) : droit de l'expérimentation animale, droit administratif, droit constitutionnel animalier.

* Droit du sport (IPAG Lille, avant 2015)

* Institutions locales (IPAG Lille, avant 2015)